SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1855.

Rapport des Commissions réunies. de l'Intérieur et d'agriculture, d'industrie et de commerce, chargées d'examiner le Projet de Loi sur les den- rées alimentaires.

(Voir les N^{os} 5 et annexes; 39, 43, 45, 48, 50, 55 et 57 de la Chambre des Représentants, et le N^o 10 du Sénat.)

Présents : MM. D'OMALIUS, président ; JAMAR, CORBISIER, Comte DE RIBAUCCOURT, Chevalier DU TRIEU DE TERDONCK, VAN NAEMEN, DE BLOCK, Chevalier DE WOUTERS, et BARON BETHUNE, rapporteur.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis a été présenté par le gouvernement et adopté par la législature en vue d'atténuer les effets de la cherté des denrées alimentaires, dans la crise actuelle.

Il comprend trois espèces de mesures : 1^o libre entrée des denrées alimentaires, à l'exception de quelques espèces de poissons provenant de la pêche étrangère; 2^o prohibition à la sortie, principalement des denrées qui servent à l'alimentation des classes les plus nombreuses; 3^o encouragement à l'importation des denrées déclarées libres à l'entrée.

Votre Commission, Messieurs, a pensé que nonobstant la discussion approfondie à laquelle ce Projet de Loi a donné lieu dans une autre enceinte, il pourrait encore faire naître de nouvelles observations; mais qu'arrivée à la fin de l'année, et en présence d'une interruption qui amènerait des retards inévitables, dont elle ne voudrait pas assumer la dangereuse responsabilité, elle ne pouvait pas se livrer à une discussion qui serait sans objet.

Elle m'a en conséquence chargé, à la majorité de ses membres, de vous proposer l'adoption du projet tel qu'il a été voté par la Chambre des Représentants. Deux membres se sont abstenus; un seul a voté contre: il aurait désiré quelques restrictions de plus; il lui semble qu'un droit de 10 p. c., à la sortie sur les œufs, le beurre, les bœufs, taureaux, vaches et porcs, qui sont aujourd'hui, par leurs prix élevés, hors de la portée de la classe ouvrière, et en exceptant de cette taxe, les veaux, les moutons et agneaux, qui sont des viandes de luxe, que l'ouvrier ne consomme pas, il lui semble qu'un semblable droit de 10 p. c. ferait baisser le prix de ces denrées et pourrait permettre aux classes inférieures de se les procurer et adoucir ainsi leur sort dans la crise alimentaire que nous subissons. Ce membre a demandé que les motifs de son opinion fussent consignés dans le rapport.

Le Président,
D'OMALIUS.